



DEPARTEMENT  
DU NORD

-O-

ARRONDISSEMENT  
de VALENCIENNES

-O-

OBJET :

**Débat sur les Orientations  
Budgétaires 2019**

Date de la  
Convocation :

14 Mars 2019

Date d'affichage :

14 Mars 2019

Nombre de  
Conseillers Municipaux :

En exercice : 33  
Présents : 30  
Votants : 30 + 3P

**EXTRAIT DU REGISTRE DES DELIBERATIONS**  
du Conseil Municipal de la Commune de DOUCHY-LES-MINES

L'an deux mille dix-neuf, le vingt mars, le Conseil Municipal de la Commune de Douchy-les Mines s'est réuni au lieu ordinaire de ses séances sous la présidence de Monsieur Michel VENIAT, Maire, suite à la convocation qui lui a été faite cinq jours à l'avance, laquelle convocation a été affichée à la porte de la Mairie conformément à la loi.

**Présents :** Michel VENIAT, Jocelyne LOSFELD, Virginie CARLIER, Francis WOJTOWICZ, Éric DULIEU, Cédric NOULIN, Danielle CHOTEAU, André CROMBEZ, Alexandra PULLIAT, Evelyne MATUSZEWSKI, Lionel SANTERRE, François LACROIX, Jean-Luc BALASSE, Bénédicte GOSSE, Jean-Michel MARCAILLE, Sylvie LOIRS, Florence CARBOULET, Mustapha DERRADJ, Régine GUILAIN, Martial BRUNET, Laurence SALVA, Guillaume LECARPENTIER, Betty SOLOCH, Emmanuelle LAGACHE, Séga SOUMARE, Eddy BRAHMA, Rossana CARLIER, Catherine ESTAQUET, Patrick ZIATKOWSKI, Romain MERVILLE

**Excusés :** Mr LEFEBVRE a donné procuration à Mr VENIAT  
Mlle KULCZYCKI a donné procuration à Mr SOUMARE  
Mr TONARELLI a donné procuration à Mme CARLIER R.

**Absents :** -

**Secrétaire de séance :** Mme CARBOULET

---

**Note de présentation :**

L'article 107 « Amélioration de la transparence financière » de la loi du 7 Août 2015 portant nouvelle organisation de la République (loi NOTRe) dispose que dans les 2 mois avant le vote du budget, le Maire des communes de 10 000 habitants et plus présente au Conseil Municipal, en prévision du Débat d'Orientation Budgétaire, un rapport d'orientation budgétaire.

Ce rapport sur les orientations budgétaires envisagées par la commune porte notamment sur les évolutions prévisionnelles des dépenses et des recettes en fonctionnement comme en investissement. Il doit préciser les hypothèses d'évolution retenues pour construire le projet de budget.

Les engagements pluriannuels doivent être présentés en matière d'investissement, entre autres, avec des précisions sur les dépenses et les recettes.

Il présente les informations relatives à la structure et la gestion de l'encours de la dette contractée par la commune et les perspectives pour le projet de budget. Le rapport d'orientation comporte encore une présentation de la structure et de l'évolution des dépenses de personnel et de l'effectif des agents communaux.

Les éléments sur la rémunération dont les traitements indiciaires, les régimes indemnitaires ou encore la durée effective du travail doivent pouvoir être développés.

Le rapport sur les orientations budgétaires 2019 a été joint à la convocation à la présente réunion.

### Projet de Délibération :

Après avoir entendu l'exposé du Rapport d'Orientation Budgétaire 2019 ;

- Vu l'article 2312-1 du Code Général des Collectivités Territoriales ;
- Vu la loi du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République ;
- Vu l'article 13 de la loi n°2018-32 du 22 janvier 2018 de programmation des finances publiques pour les années 2018 à 2020 ;
- Vu la circulaire préfectorale du 29 novembre 2016 relative aux dispositions de la loi NOTRe relatives à la transparence et à la responsabilité financière des collectivités territoriales ;
- Vu le Rapport d'Orientation Budgétaire 2019 annexé à la présente délibération ;

Le **Conseil Municipal**, après en avoir délibéré,

**PREND ACTE** de la tenue du Débat d'Orientation Budgétaire relatif à l'exercice 2019 sur la base du Rapport d'Orientation Budgétaire annexé à la présente.

Fait et voté en séance les jour, mois et an que dessus.

Pour extrait conforme,

Le Maire,  
  
**Michel VENIAT**

Délibération rendue exécutoire  
par sa transmission au représentant de l'Etat en date du .....  
par sa publication en date du .....

*La présente délibération peut faire l'objet d'un recours pour excès de pouvoir devant le Tribunal Administratif dans un délai de 2 mois, à compter de la présente publication.*